

Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice social clos le 31 Décembre 2020

FONDATION CHANTELISE
Fondation reconnue d'utilité publique

Siège social :
78 Grande Rue
69440 SAINT LAURENT D'AGNY

Au Conseil d'Administration de la Fondation CHANTELISE,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration du 8 octobre 2015, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation CHANTELISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe aux comptes annuels :

- La note « Cadre réglementaire » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement de méthode comptable relatif à la mise en place du nouveau référentiel comptable ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 et du règlement n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales.
- La note « Faits marquants de l'exercice et crise sanitaire » détaille l'impact de l'épidémie de COVID-19 à la fois sur l'activité en repli et sur les charges de l'exercice en nette diminution également.
- La note « Provision pour risques et charges » reprend l'ensemble des provisions pour risques et charges figurant au bilan, avec notamment les litiges prud'homaux et le reversement lié à l'activité CRETON.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice.

En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ❑ Votre fondation constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges et les risques pour reversement CRETON, tels que décrit dans la note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

- ❑ Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note « Cadre réglementaire » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au règlement ANC n° 2018-06 et au règlement n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

VII. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ☐ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

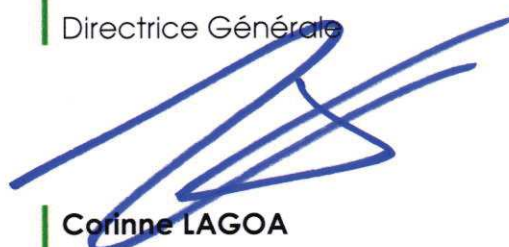
- ☐ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne, le 12 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes

ECOMEX

Directrice Générale



Corinne LAGOA

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

Les comptes annuels se caractérisent par :

<input type="checkbox"/> Total du bilan	11 730 900 €
<input type="checkbox"/> Total des produits.....	11 469 609 €
<input type="checkbox"/> Total des charges.....	10 571 823 €
<input type="checkbox"/> Excédent de l'exercice	897 785 €

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2020 12			Exercice N-1 31/12/2019 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement	141 034	141 034				
	Frais de recherche et de développement	2 661	2 661				
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	18 533	13 390	5 142	8 686	3 544	40.80
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	531 708		531 708	531 708		
	Constructions	6 285 894	2 943 301	3 342 593	3 632 973	290 380	7.99
	Installations techniques Matériel et outillage	3 839 378	2 688 651	1 150 727	1 217 482	66 755	5.48
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	16 235		16 235	13 735	2 500	18.20
	Prêts						
	Autres	41 719		41 719	45 444	3 725	8.20
	Total I	10 877 162	5 789 037	5 088 124	5 450 028	361 904	6.64
	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	106 535	69 134	37 401	431 515	394 114	91.33
	Créances reçues par legs ou donations	31		31	103	72	69.75
	Autres	50 077		50 077	83 335	33 258	39.91
	Valeurs mobilières de placement	942 157		942 157	936 990	5 168	0.55
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	5 579 653		5 579 653	3 613 669	1 965 984	54.40
	Charges constatées d'avance (2)	33 457		33 457	37 579	4 122	10.97
	Total II	6 711 910	69 134	6 642 776	5 103 190	1 539 586	30.17
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	17 589 072	5 858 171	11 730 900	10 553 218	1 177 682	11.16

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires	330 714	330 714		
	Fonds propres complémentaires	333 451	333 451		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires		3 227	3 227	100.00
	Fonds propres complémentaires	103 227	100 000	3 227	3.23
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	2 168 913	1 488 069	680 844	45.75
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	2 156 906	399 486	1 757 420	439.92
	Autres		317 032	317 032	100.00
	Report à nouveau	530 833	529 505	1 328	0.25
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	451 638	41 655	493 292	NS
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	897 785	173 905	723 880	416.25
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales</i>				
	Situation nette (sous total)	4 364 924	3 275 903	1 089 021	33.24
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	87 622	95 551	7 929	8.30
	Provisions réglementées	96 035	282 907	186 872	66.05
	Total I	4 548 581	3 654 361	894 220	24.47
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations	74 483		74 483	
	Fonds dédiés	954 273	829 268	125 006	15.07
	Total II	1 028 756	829 268	199 488	24.06
PROVISIONS	Provisions pour risques	238 606	153 334	85 273	55.61
	Provisions pour charges	1 117 515	1 018 327	99 188	9.74
	Total III	1 356 121	1 171 660	184 461	15.74
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 519 058	3 663 782	144 725	3.95
	Emprunts et dettes financières diverses	19 000	19 539	539	2.76
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	324 741	303 646	21 095	6.95
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	889 460	871 399	18 061	2.07
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 024	15 657	11 632	74.30
	Autres dettes	41 159	17 807	23 353	131.15
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance		6 100	6 100	100.00
	Total IV	4 797 442	4 897 930	100 487	2.05
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 730 900	10 553 218	1 177 682	11.16

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

4 891 830

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2020	12	31/12/2019	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		200		280	80	28.57
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
<i>dont biens relatives aux activités sociales et médico-sociale</i>						
Ventes de prestations de service		442		8 293	7 852	94.68
Parrainages						
<i>dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		10 860 289		10 734 162	126 127	1.18
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>						
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable						
Ressources liées à la générosité du public		5 974		12 399	6 425	51.82
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		411 858		139 248	272 610	195.77
Utilisations des fonds dédiés		97 077		71 185	25 892	36.37
Autres produits		67 326		172 627	105 301	61.00
Total I		11 443 167		11 138 195	304 972	2.74
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes		2 255 719		2 735 843	480 124	17.55
Aides financières				1 315	1 315	100.00
Impôts, taxes et versements assimilés		575 211		540 648	34 563	6.39
Salaires et traitements		4 547 016		4 569 669	22 653	0.50
Charges sociales		1 670 744		1 718 682	47 938	2.79
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		517 793		432 738	85 055	19.66
Dotations aux provisions		578 221		655 241	77 020	11.75
Reports en fonds dédiés		298 637		183 165	115 472	63.04
Autres charges		283		3 475	3 192	91.84
Total II		10 443 625		10 840 776	397 151	3.66
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		999 542		297 419	702 123	236.07

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2020	12	31/12/2019	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	5 187		2 008		3 179	158.29
Autres intérêts et produits assimilés	1 830		4 547		2 717	59.75
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			1 791		1 791	100.00
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	7 017		8 346		1 329	15.93
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilés	95 539		103 663		8 124	7.84
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	95 539		103 663		8 124	7.84
2. Résultat financier (III-IV)	88 522		95 317		6 795	7.13
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	911 021		202 102		708 918	350.77
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	3 425		14 612		11 187	76.56
Sur opérations en capital	16 000		13 063		2 937	22.49
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			4 105		4 105	100.00
Total V	19 425		31 779		12 354	38.88
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	26 660		49 820		23 160	46.49
Sur opérations en capital	1 637		10 157		8 521	83.89
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 363				4 363	
Total VI	32 660		59 977		27 317	45.55
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	13 235		28 198		14 962	53.06
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	11 469 609		11 178 320		291 288	2.61
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	10 571 823		11 004 415		432 592	3.93
5. EXCEDENT OU DEFICIT <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	897 785		173 905		723 880	416.25

Fondation Reconnue d'Utilité Publique CHANTELISE

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020 (d'une durée de 12 MOIS)

1. PRESENTATION DE L'ENTITE

La Fondation CHANTELISE intervient au travers d'une quinzaine d'établissements, services et dispositifs d'éducation en charge de jeunes dans le secteur du handicap. Ces établissements sont tous financés par l'ARS dans le cadre d'une gestion contrôlée et sont implantés dans le Rhône (dans et hors la métropole de Lyon), La Loire (42), le Puy de Dôme (63).

Il s'agit d'apporter à ces jeunes, l'aide morale et matérielle nécessaire à leur adaptation à la vie sociale, dans toute la mesure du possible et dans un cadre conforme à la législation scolaire, d'une part, et sanitaire et sociale, d'autre part,

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : 150 ETP
- Moyens financiers : budget de 11 M€ financé par l'ARS AURA en application des agréments alloués et du contrat de CPOM 2020/2024 en cours (contrat conclu en 2019 + avenant de 2020).
- Nouvelle organisation fonctionnelle mise en place en 2020 dans la continuité de l'opération de fusion par absorption, de l'association LES LISERONS.
- Projets à l'étude : restructuration immobilière du site de SAINT LAURENT D'AGNY (69)

2. CADRE REGLEMENTAIRE ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

2.1 Cadre réglementaire

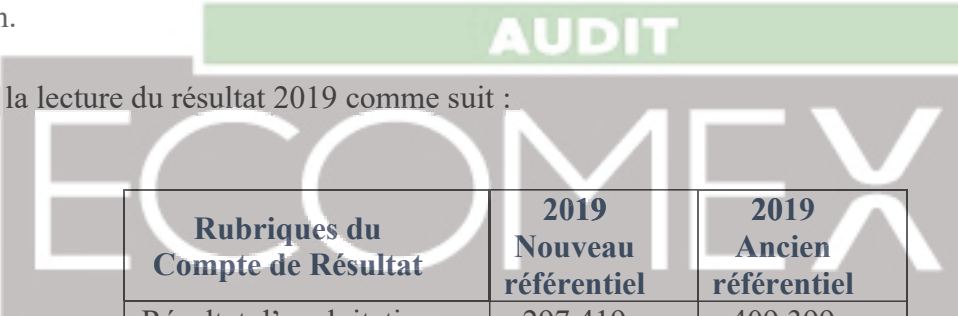
Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables et principes prévus par le nouveau règlement comptable (règlement comptable 2018-06 ANC du 5/12/2018) appliqué de façon volontaire dès le 31 décembre 2019 par la FONDATION de telle sorte que les comptes 2020 sont globalement comparables en terme de référentiel employé à ceux de l'exercice 2019, ce dernier ayant été marqué par la fusion absorption de l'association LES LISERONS par la FONDATION CHANTALOUETTE, entité « absorbante à l'opération ».

L'application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » modifie toutefois la cadre du format de présentation des états de synthèse avec la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice. Cette première application constitue un changement de méthode comptable avec un effet rétrospectif ayant une incidence sur certaines rubriques du bilan actif, du bilan passif et du compte de résultat.

Le principal impact concerne la nouvelle présentation des flux en résultat liés aux fonds dédiés.

Ces flux (engagements à réaliser sur financements externes et reprises associées) figuraient jusqu'en 2019 après le résultat exceptionnel, ils sont désormais présentés en flux, charges et produits d'exploitation.

Cela impacte la lecture du résultat 2019 comme suit :



Rubriques du Compte de Résultat	2019 Nouveau référentiel	2019 Ancien référentiel
Résultat d'exploitation	297 419	409 399
Résultat courant	202 102	314 082
Résultat exceptionnel	- 28 198	- 28 198
Flux sur fonds dédiés	-	- 111 980
Résultat net	173 905	173 905

Activité gestionnaire ESMS (Règlement n°2019-04)

Le présent règlement s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. La première application du présent règlement constitue un changement de méthode comptable. En conformité avec l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent, l'exercice de première application du présent règlement, doit être transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture de l'exercice. Pour des raisons techniques, cette écriture, non significative, sera opérée au 1^{er} janvier 2021 (1 354 €).

2.2 Faits marquants de l'exercice et crise sanitaire

La crise sanitaire et la promulgation de l'état d'urgence depuis mars 2020 constitue un évènement marquant de l'exercice.

Durant l'exercice 2020, l'activité réalisée a été mécaniquement en repli par rapport à 2019 et aux prévisions 2020, du fait des périodes de fermeture de l'ensemble des sites et services entre mars et juin 2020.

Dans ce contexte, les autorités de tarification ont maintenu pour 2020 leurs concours prévus initialement déterminés au regard de l'activité prévisionnelle demandée à la Fondation laquelle n'a donc pas eu à recourir aux mécanismes d'insemination de fonds de solidarité ou de chômage partiel.

Ces fermetures ont généré des économies sur certains postes de dépenses et à l'inverse des coûts additionnels COVID (matériels et mesures de protection) mais qui sont restés peu significatifs 30 K€) à l'échelle du budget de l'entité.

Dans ces conditions le résultat 2020 des établissements établis sous format ERRD se solde par un excédent financier significatif. Ce résultat 2020 reste ainsi pour partie, en application du CPOM en cours, sous contrôle des tiers financeurs et sera à suivre au titre des prochains exercices.

La poursuite de cette crise ne présente pas à ce jour pas d'impact financier défavorable majeur de nature à remettre en cause la capacité à assurer la continuité de l'exploitation de la FONDATION.

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1 Comptes d'actif

Immobilisations corporelles et incorporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Amortissements : ils sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode linéaire :

- logiciels :	3 ans
- constructions :	de 30 à 50 ans
- agencements, aménagements, installations :	de 5 à 20 ans
- matériel et équipements :	de 2 à 10 ans
- matériel de transport :	de 1 à 8 ans
- mobilier, matériel de bureau et informatique :	de 2 à 10 ans.

Immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Valeurs mobilières de placement : les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût historique. En cas de cessions portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été déterminée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Les éventuelles moins values latentes à la date de clôture font l'objet d'une provision pour dépréciation. Le montant des plus values latentes au 31/12/2020 s'élève à 115 K€.

Précisions sur les postes créances

Elles sont essentiellement composée de créances dues sur les financeurs au titre de budgets alloués et acquis mais non encaissés au 31/12/2020.

Tableau des dépréciations de l'actif

	Situations et mouvements des provisions/dépréciation			
Rubriques	31/12/2019	dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	31/12/2020
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Débiteur divers				
Créances	69 134			69 134
VMP et placements				
Total	69 134			69 134

3.2 Comptes de passif

Fonds dédiés : ils enregistrent les ressources provenant des dons, legs, subventions de fonctionnement, non encore consommés à la fin de l'exercice et virés des produits d'exploitation en fonds dédiés au passif. Ces derniers sont repris au fur et à mesure que les surcoûts sont supportés. Les fonds dédiés s'élèvent à 1 028 756 € à la date de clôture et sont détaillés dans un tableau dédié.

ESSMS (règlement n°2019-04) : le plan comptable obligatoire fixé par l'arrêté du 22/12/2018 prévoit quant à lui désormais l'utilisation des comptes de Fonds dédiés suivants.

- 194 Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement.
- 195 Fonds dédiés sur dons manuels affectés.
- 197 Fonds dédiés sur legs et donations affectés.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau présenté au point 5.4. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Provisions réglementées qui constatent :

- Les amortissements dérogatoires par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).
- Les éventuelles provisions suivantes pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS(Article 131-3):
 - Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie),
 - Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
 - Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie ESSMS sans risque de dépréciation), dotation contrepartie des produits financiers.

A noter que dans le cadre de la réforme du règlement 2019-04 applicable aux gestionnaires ESMS, la provision pour investissements futurs donneront désormais lieu à la comptabilisation dans un fonds dédié en vertu de l'article 132-1 en lieu et place au compte de classe 14 utilisés jusqu'à fin 2020. Comme indiqué précédemment, l'écriture de reclassement sera effectuée au 1^{er} janvier 2021.

Le détail de ces provisions ainsi que les flux de l'exercice 2020 sont présenté au tableau 5.2.

Provisions pour risques et charges : elles peuvent être regroupées autour de trois principales natures :

- **Provision pour risque et litige :** ces provisions sont destinées à couvrir le risque d'un décaissement au cours des exercices futurs sans contrepartie équivalente attendue. Il s'agit notamment de risque de nature sociale ou vis-à-vis des financeurs.
- **Provision pour dépenses techniques/gros entretien :** provision destinée à couvrir des dépenses permettant de conserver par des actions de gros entretien futures, les actifs immobiliers dans un état cohérent avec leur durée de vie technique
- **Provision pour indemnités de départ à la retraite :** elles sont constituées pour faire face aux indemnités de départ en retraite.

Elle est calculée de manière individualisée avec application d'une actualisation prenant en compte tous les critères de présence, de survie et d'ancienneté. Au 31/12/2020, l'engagement actuariel au titre des indemnités de départ en retraite ressort à 586 982 € pour les salariés et est provisionnée en totalité.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative de l'employeur à l'âge moyen de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité, probabilité de rester dans la structure et salaire de référence).
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèse de progression des salaires, taux de charges sociales réel).
- Taux d'actualisation retenu 0.34 % au 31 décembre 2020

3.3 Informations sur le compte de résultat

Information délivrée en application du règlement comptable n°2019-04 (lié à l'activité gestionnaire ESMS assurée par la Fondation)

Résultats par activité :

	2020		2019	
	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
<i>Gestion libre</i>		101 520		159 336
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs</i>		796 265		14 566
Résultat net comptable de de l'exercice		897 785		173 902

Passage du résultat comptable au résultat administratif et autres informations sur les « comptes administratifs » (ou « ERRD ») des établissements sociaux et médico-sociaux (CASF)

ETABLISSEMENT	Comptes sociaux		Comptes administratifs (1)	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
DITEP LISERONS	88 560	419	88 560	4 600
SESSAD LISERONS	75 905	33 026	81 475	29 791
IME EVALA	348	26 969	348	21 619
IME TERANGA	209 445	-43 629	65 602	-49 700
SESSAD MELINEA	36 617	38 898	71 519	51 077
IME CONSTELLATION	-6 513	-28 446	-6 520	-68 921
SESSAD PILAT	7 239	3 829	7 239	5 780
SESSAD MARTHURET	93 833	1 265	133 244	39 330
EMAE	12 943	542	14 433	9 597
IME CHANTALOUETTE	258 282	160 854	265 515	123 277
SESSAD CHANTALOUETTE	19 606	-34 388	-10 648	-33 105
GESTION CONTROLÉE	796 265	159 339	710 767	133 345
GESTION LIBRE	101 520	14 566		
CHANTELISE	897 785	173 905	710 767	133 345

4. NOTES SUR LES ELEMENTS DE L'ACTIF

4.1 Actif immobilisé :

Libellé	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2020
Incorporelles					
Frais de constitution	141 034	0	0	0	141 034
Frais d'études et concessions	43 359	0	22 165	0	21 194
Immobilisation en cours	0	0	0	0	0
Total	184 393	0	22 165	0	162 228
Corporelles					
Terrains	531 708	0	0	0	531 708
Constructions	6 268 892	0	0	0	6 268 893
Installations Techniques	351 315	10 249	2 042	0	359 522
Autres immobilisations corporelles	3 391 152	148 502	42 796	0	3 496 857
Immobilisations en cours	0				0
Total	10 543 067	158 751	44 838	0	10 656 980
Financière					
Autres titres immobilisés	11 225	0	0	0	11 225
Autres immobilisation financières	47 954	375	1 600	0	46 729
Total	59 179	375	1 600	0	57 954
Total	10 786 639	159 126	68 603	0	10 877 162

a. Amortissement des immobilisations brutes : mouvements de l'exercice

Libellé	31/12/2019	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Incorporelles	175 706	3 544	22 165	157 085
Corporelles				
Construction	2 635 920	298 165		2 934 085
Installation techniques	284 778	15 096	1 582	298 292
Autres immos	2 240 208	200 988	41 619	2 399 577
	5 160 906	514 249	43 201	5 631 953
Total	5 336 612	517 793	65 366	5 789 039

4.2 Evaluation et dépréciation des créances :

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

4.3 Créances d'exploitation :

ETAT DES CRÉANCES	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Moins d'un an	Plus d'un an
Actif immobilisé					
Créances rattachées à des participations					
Dépôts de garantie versés	41 719		41 719		41 719
Parts sociales/TIAP	16 235		16 235		16 235
Actif circulant					
Avances et acomptes versés sur commande	873		873	873	
Créances redevables et comptes rattachées	106 535	69 134	37 401	37 401	
Autres créances	49 235		49 235	49 235	
TOTAL	214 597	69 134	145 463	87 509	57 954

4.4 Charges constatées d'avance :

Charges constatées d'avance	2020	2019
Charges d'exploitation	33 457	37 579
Charges financières		
Charges exceptionnelles		

5 NOTES SUR LES ELEMENTS DU PASSIF

5.1 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

En tant que gestionnaire ESSMS (règlement n°2019-04), la FONDATION doit au plan comptable distinguer, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables (Art L313-19 du CASF) qui constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée s'agissant des comptes de présentant le résultat, le report à nouveau et les réserves.

L'article 153-1 précisant par ailleurs que dans le tableau de variation des fonds propres de l'entité gestionnaire, l'activité S et MS doit être présentée distinctement dans une subdivision spécifique des postes suivants : réserves ; report à nouveau ; excédent ou déficit de l'exercice.

Ces données liées à la gestion sous contrôle des ATT (activité ESMS) sont ainsi scindées ci-après :

Variation des fonds propres	1/1/20	Reclassement / réforme	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	31/12/20
Fonds propres sans droit de reprise	664 165					664 165
Fonds propres avec droit de reprise	103 227					103 227
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 805 101	191 235	172 577			2 168 913
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	529 505 - 416 077		+ 1 328			530 833 - 87 939
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	173 905 181 183		- 173 905 - 181 183	897 785 796 265		897 785 796 265
Situation nette (sous-total)	3 275 903					4 364 924
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	95 551	+ 2 071			- 10 000	87 622
Provisions réglementées	282 907	- 191 235		4 363		96 035
TOTAL FONDS PROPRES	3 654 361	+ 2 071	0	902 148	- 10 000	4 548 581

Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 01/01/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

€	01/01/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Fonds propres statutaires	330 714			330 714
Fonds propres complémentaires				
• Première situation nette établie (1)	0	0	0	0
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise	330 451			330 451
Total	664 165			664 165

(1) Compte de fonds propres ouvert pour la première situation nette établie suite à la réforme PCG de 2020 : compte utilisé par la contrepartie nette de l'actif et du passif » retraitée au 01/01/2020 dans le cadre de la réforme. Compte nul au 31.12.2020 au sein de la fondation en l'absence de retraitement comptable nécessaire au 01/01/2020 suite à la réforme.

Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de la fondation.

Libellé	01/01/2020	Reclassement	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Fonds propres statutaires – avec droit de reprise	3 227	-3 227			0
Fonds propres complémentaires – avec droit de reprise	100 000	3 227			103 227
TOTAL	103 227	0	0	0	103 227

Dotations non consommables :

La dotation d'une fondation étant une affectation irrévocable de biens, droits ou ressources, elle constitue des fonds propres sans droits de reprise.

La dotation d'un fonds de dotation étant l'apport à titre gratuit et irrévocable de biens et droits de toute nature qui ne peut être dévolu qu'à un autre fonds de dotation ou une fondation d'utilité publique, elle constitue des fonds propres sans droit de reprise ou des fonds propres consommables.

- Le montant de la dotation statutaire non consommable initiale est de : 330 714 € (statuts en vigueur dans l'attente des modifications statuts en cours auprès du ministère de l'intérieur)
- Le montant des dotations complémentaires non consommables s'élève à : 0 €
- Les éléments permettant de suivre l'affectation des actifs constitutifs de la dotation consommable et la politique suivie en matière de gestion des dotations non consommables sont les suivants :

Liste actifs constitutifs dotation non consommable et description	Valeur immobilisée brute K€	Valeur nette comptable K€	Date de la dernière réévaluation	Dernière valeur vénale estimée K€
Actifs corporels : ensemble immobilier sis à SAINT- ETIENNE (Terrain + construction + agencements immobilier par destination)	939	276	Juin 2020	2 185 000

La politique suivie en matière de gestion des dotations non compatibles :

- maintien de valeur : expertise immobilière triennale (la dernière datant de juin 2020)
- politique d'abondement éventuelle : néant sur 2020 mais étude en cours dans le cadre des prévisions sur les 5 ans de travaux de rénovation/réhabilitation légère d'une partie du site

5.2 Provisions réglementées

Libellé	31/12/2019	Dotation	Reclassement	Reprise	31/12/2020
<i>Provision pour réserve de trésorerie</i>	21 839				21 839
<i>Provision pour réserve de BFR</i>	191 235		-191 235		0
<i>Provision pour renouv. Immo</i>	1 354				1 354
<i>Provision sur PV de cession d'actifs</i>	68 479	4 363			72 842
Total	282 907	4 363	-191 235	0	96 035

Le reclassement concerne une provision remontée avec l'accord du financeur en poste « Excédent liée à l'investissement » (conforme au nouveau PCG et au PPI validé)

5.3 Provisions pour risques et charges

Libellé	31/12/2019	Dotation	Reclassement	Reprise	31/12/2020
<i>Provision pour risque sur litige</i>	153 334	116 000	-23 566	7 161	238 607
<i>Provision pour charge IDR</i>	520 832	77 948	0	11 799	586 981
<i>Provision pour autre charges</i>	376 640	384 274	23 566	374 800	409 680
<i>Provision pour gros entretien</i>	120 853	0		0	120 853
Total	1 171 659	578 222	0	393 760	1 356 121

Détail des provisions :

- Les provisions pour litiges correspondent à 3 litiges prud'homaux en cours provisionnés par prudence à hauteur des demandes.
- La provision pour autres charges correspond à la provision pour reversement de la facturation annuelle CRETON (inclus dans la dotation globale) à hauteur de 334 K€ et à la provision pour reversement du financement de la prime COVID à hauteur de 50 K€.

5.4 Fonds dédiés

Libellé	31/12/2019	Dotation	Reclassement	Reprise		31/12/2020	Dont FD sur projet sans flux depuis plus de 2 ans
				Reprise suite utilisation	Reprise suite remboursement		
Subventions d'exploitation						0	0
Contributions financières des autorités de tarification ARS	662 534	298 157	-2 071	84 641	0	873 979	286 661
CITS (1)	169 941			18 301		151 640	0
CNR et autres	492 593	298 157	-2 071	66 340		722 339	286 661
Contributions financières d'autres organismes			0			0	0
Ressources liées à la générosité du public ou sur dons	92 251	480		12 436		80 295	21 713
Ressources sur legs	74 483					74 483	74 483
Total	829 268	298 637	-2 071	97 077	0	1 028 757	382 857

(1) CITS 2017 et 2018

5.5 Emprunts

Compte	Organisme	Date	Durée	Taux	Montant Initial	Remboursement 2020	Capital restant dû 2020	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
164100	Maison REVOL	2003	20	4,50%	300 000,00	11 478	45 910	15 303	30 607	
164200	TASSIN	2014	30	2,96%	2 650 458,00	62 917	2 382 656	64 779	278 868	2 039 009
164300	STAINT BONNET	2005	20	3,68%	123 000,00	4 613	31 775	6 150	24 600	1 025
164250	TASSIN	2016	30	1,93%	500 000,00	10 047	438 750	13 624	57 197	367 929
164350	SAINT BONNET EXT	2017	15	1,10%	500 000,00	24 920	418 482	33 549	137 944	246 989
164000	TRAVAUX CHANTALOUETTE	2017	10	1,30%	300 000,00	30 750	201 484	31 152	128 736	41 596
TOTAUX						144 725	3 519 057	164 557	657 952	2 696 548

5.6 Echéancier des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des étab de crédit	3 519 057	164 557	3 354 500
Emprunts et dettes financières divers	19 000	19 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	324 741	324 741	
Dettes fiscales et sociales	889 460	889 460	
Dettes sur immobilisations	4 024	4 024	
Autres Dettes	41 159	41 159	
TOTAL	4 797 441	1 442 941	3 354 500

5.7 Charges à payer

Charges à payer incluses dans les poste de bilan	2020	2019
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 000	19 539
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98 794	132 519
Dettes fiscales et sociales	550 113	493 813
Autres dettes	40 118	15 413
TOTAL	708 025	661 284

6 NOTES SUR COMPTE DE RESULTAT

6.1 Produits de tiers financeurs : précisions sur les concours publics et subventions d'exploitation

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ainsi que les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur. Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions : les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits. Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives.

Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits. La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

Tableau des subventions et concours publics 2020 :

€	Union européenne	Etat (Via ARS)	Collectivités territoriales	CAF	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		10 858 K€			2 K€
Subvention d'investissement					

6.2 Précisions sur les composantes du résultat exceptionnel

CHARGES EXCEPTIONNELLES	2020	2019
Sur opérations de gestion	26 660	49 820
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédées	1 637	9 958
Autres charges exceptionnelles	0	199
Dotation sur provisions réglementées	4 363	0
TOTAL	32 660	59 977

PRODUITS EXCEPTIONNELS	2020	2019
Dons manuels	1 480	14 137
Subventions investissement virée des comptes de résultats	10 000	8 378
Produits sur cession d'actifs	6 000	4 685
Autres produits exceptionnels	1 945	474
Reprise sur provisions réglementées	0	4 105
TOTAL	19 425	31 779

7 DONNEES DE NATURE SOCIALE ET AUTRES INFORMATIONS

7.1 Effectifs salarié au 31/12

	2020	2019
ETP moyen	157	161
Dont cadres	25	24

7.2 Loi N°2006-586 du 23 mai 2006

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes versées aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ayant le plus de pouvoir de décision s'est élevé à 79 570 € en 2020.

7.3 Honoraires du commissaire aux comptes

Ils s'élèvent à 12 000 € TTC au titre de l'exercice 2020, inscrits parmi les charges d'exploitation et liés exclusivement de diligences liées à la certification des comptes.

8 ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1. Engagements significatifs donnés : néant

8.2 Dettes garanties par des surêtes réelles

Nature de la garantie	Donné à	Objet	Échéance prêt	CRD
Promesse de nantissement des titres de placement en garantie de l'emprunt	Crédit Coopératif	Emprunt de 300 000€	Août 2023	45 910
Caution de crédit coopératif sur la totalité du prêt	Caisse de dépôts et consignations	Emprunt de 2 587 000€	Janvier 2046	2 382 656
Caution personne morale	Crédit Coopératif	Emprunt de 123 000€	Novembre 2025	31 775
Garantie HCNR et promesse affectation hypothécaire	Crédit Coopératif	Emprunt de 500 000€	Juin 2036	438 750
Caution personne morale et promesse affectation hypothécaire	Crédit Coopératif	Emprunt de 500 000	Octobre 2045	418 482

8.3 Contrats de location et de crédit-bail : non significatif

